

ETC



L'art québécois et les perspectives internationales Musée du Québec, Québec, les 20 et 21 septembre 1991

Daniel Béland

Number 17, Winter 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/35861ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue d'art contemporain ETC inc.

ISSN

0835-7641 (print)

1923-3205 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Béland, D. (1992). L'art québécois et les perspectives internationales : musée du Québec, Québec, les 20 et 21 septembre 1991. *ETC*, (17), 38–39.

L'ART QUÉBÉCOIS ET LES PERSPECTIVES INTERNATIONALES

Musée du Québec, Québec, les 20 et 21 septembre 1991

L'art québécois et les perspectives internationales s'inscrivaient dans le cadre de l'exposition *Un archipel de désirs : les artistes du Québec et la scène internationale*. Animée par Francine Périnet, la journée du samedi était consacrée aux exposés des huit intervenants présents. Parmi eux, quatre représentants des gouvernements provincial ou fédéral : Martine Dionne, Laurent Bouchard, Marc Mayer et Yves Pépin. Les autres intervenants étaient René Blouin (galeriste), Geneviève Cadieux (artiste), Louise Déry (conservatrice en art actuel au Musée du Québec) et Claude Gosselin (président-directeur du Centre international d'art contemporain de Montréal). Vue la forte représentation gouvernementale, on pouvait bien se douter que la question serait abordée sous un angle plus politique qu'artistique, en d'autres mots qu'il s'agirait moins de tenter de cerner comment l'art québécois s'insère et se particularise à travers les tendances dites internationales que de discuter des programmes et stratégies de promotion et de diffusion de l'art québécois sur le marché mondial.

Or, en écoutant certaines interventions, il apparaît — si on pouvait encore en douter — que la mise en marché d'un produit artistique diffère assez peu de n'importe quel autre produit. C'est ce qui a ressorti de la présentation de Marc Mayer, ex-directeur-adjoint de la galerie 49^e parallèle, à New York, et maintenant à l'Ambassade du Canada, à Paris, traçant de son expérience new yorkaise un portrait qui confirme une fois de plus l'importance des moyens dont disposent les américains lorsqu'il s'agit de soutenir un artiste, d'en faire la promotion, et de le diffuser.

Faisant contraste avec les américains qui se présentent dans les différentes biennales et autres événements internationaux avec d'imposantes délégations, l'exposé de Martine Dionne (attachée culturelle à la Délégation générale du Québec à Paris) démontrait le peu de moyens mis à la disposition de ceux qui travaillent dans les Délégations québécoises et dont les fonctions se limitent souvent au soutien logistique de l'artiste québécois à l'étranger. C'est entre autres ce qu'a mis en relief la discussion entre René Blouin, galeriste et Geneviève Cadieux, artiste qui a représenté le Canada à la Biennale de Venise en 1990, en soulignant par exemple l'importance des moyens fournis à la représentation américaine qui bénéficiait d'un espace et de facilités

considérablement plus importants que ceux, bien modestes, du Canada.

Quant aux représentants gouvernementaux Laurent Bouchard (du ministère des Affaires culturelles) et Yves Pépin (du Conseil des arts du Canada) on savait assez bien à quoi s'attendre, le seul regret qu'on peut avoir, c'est que leur pouvoir décisionnel ne soit pas à la mesure de leur bonne volonté. Ils s'en sont tenu aux discours auxquels les gouvernants nous ont habitués : récitatifs de réalisations, litanies de programmes, chapelets de bonnes intentions. Cependant, une remarque de Laurent Bouchard mérite d'être signalée et montre bien que l'utilisation de la méthode tant éprouvée du lobbying est fondamentale, dans le domaine de la culture comme dans les autres. Il a mentionné que lorsqu'il se faisait des représentations pour obtenir plus de crédits pour les arts auprès du Conseil du trésor, un même commentaire revenait : comme le milieu n'exerce ni lobbying, ni pression importante, même lors de diminution de son budget, il est plus facile de procéder à des coupures dans ce secteur que dans les autres. Mais peut-être dissimulait-il, derrière cet appel à peine voilé au milieu artistique pour qu'il exerce plus de pression sur les élus, une réalité encore plus inéluctable voulant que pour nos gouvernants, l'art est intéressant en autant qu'il est politiquement rentable. En d'autres mots, on se demande ce que les gouvernements en ont à foutre de l'art et de la culture en général, du moment où il n'y a aucun intérêt économique, politique ou électoral en jeu.

De l'autre côté, pour ceux qui travaillent dans le milieu en tant que galeriste ou en tant que conservateur, tout en insistant sur l'importance pour l'art québécois de se doter de stratégies qui participent à sa diffusion à l'étranger, c'est d'abord la qualité des œuvres qui doit faire foi de tout. Claude Gosselin, tout en soulignant l'importance de l'œuvre, tout comme celle de la diplomatie, des rencontres et de certains outils telles les publications pour se faire connaître à l'étranger, laisse entendre que la peur persistante et l'attente du consensus empêchent les québécois de prendre leur place dans le circuit international.¹ Bien que de nombreux événements internationaux (pensons à celui plus près de nous, *Les Cent jours d'art contemporain de Montréal*) ont fait la preuve auprès d'un vaste public que les productions artistiques québécoises ont tout à fait leur place à côté de celles provenant de l'étranger.

Entre l'argument qui met l'accent sur l'œuvre en faisant valoir qu'elle finit par s'imposer d'elle-même sur le plan international à partir de ses propres qualités, disons universelles, et celui plus politique, qui insiste sur des stratégies de diffusion, de promotion et de lobbying ; entre l'idéal d'une reconnaissance immédiate *acquise* à travers ce que Kant, dans sa critique de la faculté du juger, appelait les conditions universelles ou le sens commun à tous, et une reconnaissance *conquise* à partir de la mise en évidence des particularités nationales ou mieux de l'admission de ces particularités en tant que représentantes ou définissantes de certaines valeurs internationales. Entre les deux, il y a les idéalistes qui, comme Goethe, sont en faveur d'une « tolérance généralisée atteinte le plus sûrement si on laisse en paix ce qui fait la particularité des différents individus humains et des différents peuples, tout en restant convaincu que le trait distinctif de ce qui est réellement méritoire réside dans son appartenance à toute l'humanité. »²

L'art dit international devrait se penser non pas en termes de grosseur de marché ou de valeur commerciale des œuvres, mais comme la nécessité de faire circuler les œuvres et les idées. L'art québécois, comme les productions des autres pays, s'inscrit à travers les œuvres particulières de leurs artistes dans des problématiques et des tendances qui se rejoignent. Sans doute les artistes québécois manquent-ils de moyens ? cela, les différents intervenants l'ont amplement démontré, mais il ne semble pas y avoir de véritable volonté politique de se doter des moyens appropriés afin que les artistes québécois puissent voir leurs œuvres circuler dans les événements internationaux. Ce qui est encore plus inquiétant.

DANIEL BÉLAND

NOTES

1. En écoutant ces commentaires et ceux d'autres personnes par la suite, j'ai pensé, un moment, donner à ce texte un titre locanien : « L'art au Québec ou le stade international comme formateur de la fonction du "je" ». La question est de savoir dans quel miroir on veut se regarder.
2. Goethe, *Écrits sur l'art*, Klincksieck, Paris, 1983, p.52.